

Le Pérou au cœur de la rivalité sino-américaine

2 juin 2026



Le Pérou constitue aujourd'hui l'un des terrains les plus révélateurs de la compétition mondiale entre la Chine et les États-Unis. En effet, ce pays andin cumule plusieurs réalités simultanément. Une instabilité politique chronique, une dépendance économique croissante envers Pékin, et une pression diplomatique croissante de Washington. Dès lors, comprendre le cas péruvien, c'est comprendre comment les grandes puissances se disputent l'Amérique latine au XXI^e siècle.

Tout commence avec un port. **Le terminal de Chancay**, inauguré fin 2024 à 78 km au nord de Lima, matérialise à lui seul les ambitions chinoises sur le continent sud-américain. Mais derrière cette infrastructure, c'est tout un écosystème de dépendances économiques, de rivalités stratégiques et de tensions diplomatiques qui se dessine.

L'implantation chinoise au Pérou :

Le port de Chancay, une pièce maîtresse de la [Belt & Road Initiative](#)

La Chine déploie depuis plus d'une décennie une stratégie mondiale

d'infrastructures. Elle finance des routes, des rails et des ports sur tous les continents. Au Pérou, cette stratégie prend la forme du port de Chancay, un investissement de 4 milliards de dollars, détenu à 60 % par COSCO Shipping, une entreprise d'État chinoise.

Ce terminal en eau profonde peut accueillir des navires de plus de 18 000 conteneurs. Ainsi, il s'impose comme le premier hub logistique de la façade pacifique sud-américaine. Surtout, il permet d'éviter le détour par le canal de Panama, ce qui réduit considérablement les délais et les coûts de transport entre l'Asie et l'Amérique du Sud.

COSCO n'est pas une entreprise ordinaire. Fondée en 1961, elle opère dans plus de 1 600 ports répartis dans plus de 160 pays. Son entrée au Pérou ne constitue donc pas un événement isolé. Elle s'inscrit, au contraire, dans un plan global de projection économique et commerciale, directement piloté par Pékin. Chancay n'est pas seulement un port. C'est la porte d'entrée de la Chine en Amérique du Sud.

Une présence économique tentaculaire

Au-delà du port, la Chine occupe une place centrale dans l'économie péruvienne. Pékin est devenu, en moins de deux décennies, le premier partenaire commercial du Pérou, devant les États-Unis, tant pour les importations que pour les exportations.

Les investissements chinois couvrent des secteurs entiers tels que les mines de cuivre et d'argent, l'énergie, les télécommunications, et désormais les infrastructures portuaires. Par conséquent, le Pérou exporte aujourd'hui massivement vers la Chine le cuivre, argent, or, café, avocats. Cette dépendance est structurelle et durable.

Cette domination commerciale s'accompagne d'une stratégie d'acquisition agressive de parts majoritaires dans les infrastructures énergétiques et minières clés. Plutôt que de simples partenariats, Pékin privilégie le rachat d'entreprises stratégiques pour s'assurer un contrôle structurel. Par exemple, des consortiums chinois possèdent aujourd'hui des parts décisionnelles majeures dans la distribution d'électricité à Lima ainsi que dans les plus grands gisements de cuivre du pays (comme la mine de Las Bambas). Cette méthode de « rachat pour

domination » permet à la Chine de verrouiller l'amont et l'aval de l'économie péruvienne, rendant toute tentative de souveraineté industrielle presque impossible pour l'État local.

D'autres pays de la région l'ont bien compris. Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Chili ont tous manifesté un intérêt pour le port de Chancay. Le Brésil, en particulier, y voit une voie d'accès directe vers les marchés d'Asie-Pacifique, sans passer par la côte atlantique. Chancay devient ainsi un nœud régional, pas seulement national.

Au-delà des matières premières traditionnelles du Pérou, le port de Chancay est pensé par Pékin comme le terminal maritime du « triangle du lithium » sud-américain. En raccourcissant drastiquement les routes maritimes vers l'Asie, ce hub offre un débouché logistique parfait pour les pays voisins enclavés, à commencer par la Bolivie, qui détient les plus grandes réserves mondiales de lithium. La Chine, qui investit déjà massivement dans l'extraction du lithium bolivien, sécurise ainsi une chaîne d'approvisionnement intégrée : le métal blanc indispensable à la transition énergétique mondiale sera acheminé par les routes transandines directement vers le port sous contrôle chinois de Chancay.

Les tensions liées à l'implantation chinoise

L'implantation de COSCO ne s'est toutefois pas faite sans heurts. Des conflits fonciers et des oppositions locales ont émaillé la construction. Des questions environnementales persistent également, notamment concernant les écosystèmes côtiers fragiles de la région.

Mais la tension la plus vive émerge sur le plan réglementaire. En février 2026, une décision judiciaire péruvienne a déclenché une crise diplomatique en limitant les pouvoirs de l'Ositran. L'autorité chargée de surveiller les infrastructures sur le port de Chancay. Or, cette même agence réglemente tous les autres grands ports du pays.

Washington a réagi immédiatement. Le Bureau des affaires de l'hémisphère occidental du département d'État américain a dénoncé la situation, déclarant être préoccupé par l'incapacité potentielle du Pérou à superviser Chancay. La formule employée est éloquente, « L'argent chinois bon marché coûte la souveraineté. »

En réponse, Pékin a rejeté ces accusations. Le ministère chinois des Affaires

étrangères a dénoncé des fausses accusations et une diffamation flagrante. De son côté, le directeur général adjoint du port, Gonzalo Rios, a précisé que Chancay reste soumis à de multiples autorités étatiques péruviennes, notamment les douanes.

La rivalité sino-américaine au Pérou : un pays pris en étau

Un partenaire stratégique convoité par Washington

Face à la montée en puissance de la Chine en Amérique latine, les États-Unis ont entrepris de consolider leurs alliances régionales. Dans ce cadre, Washington a récemment accordé au **Pérou le statut d'allié majeur non-membre de l'OTAN**. Une reconnaissance diplomatique forte qui signale l'importance stratégique du pays.

Par ailleurs, en mars 2026, Donald Trump a organisé **le sommet « Bouclier des Amériques »** à Miami. Douze chefs d'État alignés sur Washington y ont participé. L'objectif affiché était de constituer un front uni contre le narcotrafic, l'immigration illégale, et les puissances rivales, notamment la Chine et la Russie.

Le Pérou devrait rejoindre ce cercle après les élections de juin 2026. Mais cette trajectoire pro-américaine n'implique pas nécessairement une rupture avec Pékin. Au contraire, Lima cherche un équilibre difficile entre ses deux partenaires incontournables.

Une dépendance économique qui contraint toute politique étrangère

Voilà le paradoxe péruvien, le pays peut s'afficher diplomatiquement proche de Washington, mais il ne peut pas se payer le luxe de rompre économiquement avec Pékin. Les liens commerciaux et financiers sont trop profonds pour être remis en cause rapidement.

Tout gouvernement péruvien devra donc composer avec cette réalité. Remettre

en cause la concession de COSCO sur le port de Chancay entraînerait des conséquences économiques immédiates et douloureuses pour les exportateurs péruviens. Le port représente un atout logistique inestimable et les entreprises qui en dépendent ont un poids politique considérable.

À ce verrouillage commercial s'ajoute l'arme financière de la dette extérieure. En devenant un créancier majeur du Pérou face à des États-Unis en retrait sur le financement direct des infrastructures, Pékin reproduit un schéma d'influence systémique déjà éprouvé à l'échelle globale. On retrouve exactement la même stratégie en Indonésie, où la Chine s'est infiltrée dans la filière du nickel pour en contrôler la transformation et vassaliser l'économie locale. Qu'il s'agisse du nickel indonésien ou du cuivre péruvien, le modus operandi de la diplomatie du piège de la dette reste identique : ancrer une dépendance financière telle que l'État débiteur perd toute liberté de décision face aux exigences souveraines de Pékin.

Ainsi, la marge de manœuvre de Lima est étroite. D'un côté, Washington exerce une pression politique et sécuritaire croissante. De l'autre côté, Pékin tient les leviers économiques du pays. Et le Pérou, pris en étau, doit naviguer entre ces deux géants sans se laisser dévorer par l'un ou l'autre. Le Pérou ne peut rompre avec aucun des deux partenaires sans en payer un prix lourd.

La rivalité sino-américaine :

La rivalité entre la Chine et les États-Unis en Amérique latine n'est pas seulement économique. Elle est aussi technologique, diplomatique et sécuritaire.

D'un côté, la Chine utilise les infrastructures comme levier d'influence avec les ports, routes, réseaux 5G, satellites. Ces investissements créent des dépendances durables, difficiles à défaire sans coût majeur. De l'autre côté, les États-Unis misent sur les alliances politiques et militaires, les accords de libre-échange et le discours sur la souveraineté.

Entre les deux, les pays d'Amérique latine se retrouvent dans une position délicate. Ils ont besoin des capitaux chinois pour financer leur développement. Mais ils ont également besoin de la sécurité et de la stabilité que Washington peut offrir. Ce dilemme structure désormais toute la diplomatie régionale.

L'instabilité politique péruvienne comme facteur aggravant

Un record mondial d'instabilité gouvernementale

Le Pérou traverse une crise institutionnelle sans précédent. **En dix ans, le pays a connu huit chefs d'État.** Six d'entre eux ont été destitués par le Congrès. Un autre a dû démissionner au bout de cinq jours seulement. En 2024, le Parlement est redevenu bicaméral, avec 60 sénateurs et 130 députés. Ce changement institutionnel visait à rééquilibrer les pouvoirs. Pour autant, les élections générales du 12 avril 2026 ont confirmé la fragmentation politique du pays. Trente-six candidats briguaient la présidence, sans qu'aucun ne décroche la majorité absolue au premier tour.

Un second tour oppose désormais Keiko Fujimori (femme politique péruvienne, Force Populaire, 17 % des voix) à Roberto Sánchez (Membre du Congrès de la République du Pérou avec 12,1 %). Le 7 juin 2026 décidera du prochain locataire du palais de Pizarro. Mais quelle que soit l'issue, le nouveau président héritera d'un pays profondément divisé, économiquement dépendant de la Chine, et diplomatiquement sollicité par Washington.

Une insécurité croissante qui renforce la droitisation

À l'instabilité politique s'ajoute une dégradation sécuritaire préoccupante. Entre 2019 et 2024, le taux d'homicide a augmenté de 211 %. Des organisations criminelles comme Los Pulpos ou Los Injertos del Cono Norte ont étendu leur emprise sur les petits commerces et les transports publics.

Cette insécurité nourrit un rejet profond des gouvernements en place et pousse les électeurs vers des solutions répressives. Elle explique en grande partie la droitisation des opinions publiques au Pérou, un mouvement que l'on observe d'ailleurs dans toute l'Amérique latine.

Après l'Argentine, le Paraguay, l'Équateur, le Panama, El Salvador, la Bolivie, le Honduras et le Chili, c'est au tour du Pérou et du Costa Rica de basculer à droite en 2026. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche renforce encore cette

dynamique régionale.

Les conséquences géopolitiques de l'instabilité

L'instabilité politique péruvienne complique encore davantage la gestion de la rivalité sino-américaine. En effet, un gouvernement fragilisé est moins en mesure de négocier d'égal à égal avec les grandes puissances. Il est plus vulnérable aux pressions extérieures, plus dépendant des capitaux étrangers, et moins capable d'imposer une régulation efficace sur les investissements étrangers.

C'est précisément ce que révèle l'épisode de l'Ositran. La décision judiciaire qui a limité les pouvoirs de l'autorité de régulation sur Chancay n'est pas anodine. Elle montre comment l'instabilité institutionnelle peut fragiliser la souveraineté d'un pays face à des acteurs économiques étrangers, qu'ils soient chinois ou autres.

Dès lors, la question qui se pose est celle de la capacité du Pérou à peser sur ses propres choix stratégiques. Entre une Chine qui finance ses infrastructures et des États-Unis qui le sollicitent comme allié, Lima dispose-t-il réellement d'une marge de manœuvre autonome ?

Pour conclure, le cas du Pérou concentre, en un seul pays, les principales tensions qui traversent les relations internationales contemporaines avec une position caractéristique des pays du Sud global. Dépendant économiquement de la Chine, lié politiquement aux États-Unis, et fragilisé par ses propres démons institutionnels. Cette configuration n'est pas unique. Elle se retrouve, sous des formes différentes, dans toute l'Amérique latine, en Afrique, et en Asie du Sud-Est.